

ACTION URGENTE

CUBA. DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS EN DÉTENTION

Des membres des Dames en blanc ont été incarcérées à La Havane et dans d'autres villes de Cuba. Certaines sont maintenues en détention ; les autorités n'ont fourni aucune information concernant la raison de leur incarcération ou l'endroit où elles se trouvent.

Du 21 au 24 septembre 2012, les Dames en blanc ont organisé plusieurs événements à La Havane, notamment des messes et des défilés, pour célébrer la Vierge de miséricorde et en mémoire d'anciens militants politiques. Depuis le 20 septembre, plusieurs d'entre elles ont reçu des messages intimidants visant à les empêcher de participer à ces actions. L'organisation affirme que des policiers ont encerclé ses locaux de la rue Neptuno, à la Havane.

Une cinquantaine de Dames en blanc, venues de différentes provinces de Cuba pour assister aux événements dans la capitale, ont été arrêtées en chemin. La majorité ont été libérées et renvoyées chez elles ; néanmoins, 19 personnes sont maintenues en détention en un lieu inconnu. Le 24 septembre, alors que les Dames en blanc avaient prévu de se rendre à la messe, un acte de répudiation (voir Complément d'information) a eu lieu au siège de l'organisation. Des partisans du gouvernement et des agents de l'État se sont rassemblés dans la rue, scandant des slogans en faveur du gouvernement et intimidant les femmes. Tôt dans la matinée du 25 septembre, 18 Dames en blanc ont été appréhendées au siège de l'organisation.

Amnesty International pense que les placements en détention répétés pour une courte durée des Dames en blanc et d'autres militants à Cuba font partie d'une stratégie pour réduire les dissidents au silence dans le pays et empêcher des activités pacifiques. De plus, l'arrestation systématique de militants se rendant à La Havane constitue une restriction excessive de la liberté de mouvement, ainsi qu'un contrôle disproportionné des dissidents, qui sont alors victimes de harcèlement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à révéler immédiatement l'identité des Dames en blanc interpellées entre le 21 et le 25 septembre dernier, ainsi que l'endroit où elles se trouvent ;
- exhortez-les à libérer ces personnes sans délai, à moins qu'il existe des éléments suffisants pour les inculper d'une infraction pénale reconnue par le droit international ;
- engagez-les à cesser immédiatement de harceler et d'intimider les Dames en blanc et tout autre citoyen cherchant à exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression et d'association, et de lever sans délai les restrictions arbitraires pesant sur la liberté de mouvement des Cubains dans leur pays.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 NOVEMBRE 2012 À :

Président de Cuba

Raúl Castro Ruz
Presidente de la República de Cuba
La Habana, Cuba

Fax : +53 7 83 33 085 (via le ministère des Affaires étrangères) ; +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)

Courriel : cuba@un.int (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)

Formule d'appel : *Estimado Sr Presidente*, / Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur

General Abelardo Coloma Ibarra
Ministro del Interior y Prisiones
Ministerio del Interior
Plaza de la Revolución
La Habana, Cuba

Fax : +537 85 56 621 ; +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)

Courriel : correominint@mn.mn.co.cu

Formule d'appel : *Estimado Sr Secretario*, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Procureur général

Darío Delgado Cura
Fiscal General de la República
Fiscalía General de la República
Amistad 552, e/Monte y Estrella
Centro Habana, La Habana, Cuba

Formule d'appel : *Estimado Sr Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CUBA. DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS EN DÉTENTION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les actes de répudiation sont des manifestations orchestrées par le gouvernement qui ont généralement lieu devant le domicile d'opposants politiques, et auxquelles participent des partisans du gouvernement, des agents de l'État et des membres des forces de l'ordre. Leur but est de harceler et d'intimider les opposants, en les empêchant par exemple de se déplacer pour participer à certaines actions. Lors de tels actes, les opposants politiques et les défenseurs des droits humains sont insultés et agressés par des personnes scandant des slogans favorables au régime. La police est généralement présente mais reste passive devant ces agressions. Les Brigades de réaction rapides, créées en 1991 et composées de bénévoles du Parti communiste chargés de réprimer toute velléité de « contre-révolution », participent souvent à ce type de manifestations.

Les défenseurs locaux des droits humains, entre autres, pensent que ces actions sont orchestrées par les services de sécurité cubains dans le but d'intimider les opposants.

L'organisation des Dames en blanc a été créée par un groupe de parentes de 75 prisonniers d'opinion incarcérés en mars 2003 pour avoir pacifiquement exprimé leurs critiques envers le gouvernement. Ces femmes assistaient à la messe tous les dimanches à La Havane, vêtues de blanc, afin de prier pour la libération de leurs proches. Elles participaient ensuite à une procession allant de l'église à un parc voisin en portant des fleurs blanches.

Un comité s'est ensuite constitué sous le nom de Dames de soutien. Celles-ci manifestaient leur solidarité avec les activités organisées par les Dames en blanc et y participaient. Début 2011, les deux groupes ont fusionné et toutes les adhérentes sont maintenant des Dames en blanc. Depuis la libération de tous les prisonniers d'opinion interpellés lors de la répression de mars 2003, cette organisation milite pour la remise en liberté des prisonniers politiques et pour la levée des restrictions pesant sur les droits civils fondamentaux et la liberté politique à Cuba.

Les Dames en blanc font fréquemment l'objet de manoeuvres de harcèlement et d'intimidation tandis qu'elles mènent leurs activités pacifiques. Elles sont souvent victimes d'actes de répudiation de la part des partisans du gouvernement et des membres des forces de sécurité, mais également de détentions arbitraires de courte durée, destinées à perturber leur action.

Personnes concernées : membres des Dames en blanc et d'autres militants de l'opposition

Genre : hommes et femmes

AU 276/12, AMR 25/022/2012, 25 septembre 2012

